

REPENSER LES NATIONALISMES « MINORITAIRES » : LE NATIONALISME KURDE EN IRAK ET EN SYRIE DURANT LA PÉRIODE DES MANDATS, ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Jordi Tejel Gorgas

BSN Press | « A contrario »

2009/1 n° 11 | pages 151 à 173

ISSN 1660-7880

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-a-contrario-2009-1-page-151.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour BSN Press.

© BSN Press. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Repenser les nationalismes «minoritaires» : le nationalisme kurde en Irak et en Syrie durant la période des Mandats, entre tradition et modernité*

JORDI TEJEL GORGAS

Suite à l'effondrement de l'Empire ottoman, le nationalisme (*qawmiyya* en arabe) devint la *lingua franca* des élites au Moyen-Orient. Les principes wilsoniens d'autodétermination des peuples, puis, sans doute, plus tard les discours de la Troisième internationale conférèrent une légitimité «universelle» aux multiples revendications d'indépendance émises par les «représentants» des divers groupes désormais «nationaux». Comment cette idéologie pour John Breuille¹, cet «état d'esprit» selon Hans Kohn², cette doctrine politique d'après Elie Kedourie³ ou encore cet «artefact culturel» comparable à la religion, selon Benedict Anderson⁴, s'imposa-t-il au cœur des débats politiques de l'entre-deux-guerres au Moyen-Orient⁵? La propagation du nationalisme suivit-elle des chemins différents parmi les divers groupes ethniques et/ou nationaux de la région moyen-orientale?

Cet article ne saurait clore ce débat ni se substituer à des recherches de longue haleine, collectives et interdisciplinaires. Il se veut plutôt une invitation à construire des passerelles théoriques entre les nationalismes dits «majoritaires» et «minoritaires», c'est-à-dire le nationalisme des groupes «juridiquement et sociologiquement mineurs» qui vivent «une réalité d'ordre qualitatif et différentiel et une

* L'auteur tient à remercier le Fonds national suisse de la recherche scientifique du soutien financier accordé en vue d'accomplir sa recherche post-doctorale (2007-2008), réalisée à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (Paris) sous la direction de Hamit Bozarslan. Il va de soi, cependant, que les opinions exprimées ici n'engagent que l'auteur.

¹ John Breuille, *Nationalism and the State*, Manchester: Manchester University Press, 1993.

² Hans Kohn, *The Idea of Nationalism. A Study in its Origins and Background*, New York: MacMillan Company, 1946, p. 10.

³ Elie Kedourie, *Nationalism*, Londres: Hutchinson, 1986.

⁴ Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et*

l'essor du nationalisme. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris: La Découverte, 1996, p. 19.

⁵ Toutefois, pour Kenneth Thompson, le fait qu'une idée devienne hégémonique ne veut pas dire qu'elle soit dominante parmi toutes les strates de la population. Kenneth Thompson, *Beliefs and Ideology*, Londres/New York: Tavistock Publications, 1986, pp. 124-125.

condition de dépendance ou ressentie comme telle»⁶. Nous proposons de montrer, à partir du cas kurde appréhendé à travers une grille d'analyse à la fois micro et comparatiste, qu'en dépit de la différence chronologique de leur développement respectif, les deux nationalismes susmentionnés suivirent des évolutions similaires dans l'entre-deux-guerres. Pour ce faire, on retiendra le cas des régions kurdes⁷ d'Irak et de Syrie, soumises toutes les deux à des politiques à la fois «nationales» (Bagdad/Damas) et mandataires (Grande Bretagne/France) avec des conséquences politiques et sociales similaires⁸.

152

La première partie de cette contribution retracera l'évolution du débat académique concernant l'extension du nationalisme au Moyen-Orient ainsi que son état actuel. Nous poserons ensuite la question de l'articulation des politiques «kurdes» de la Grande-Bretagne dans le *liwa* (district) irakien de Sulaimaniya en Irak et de la France dans la Haute Jézire en Syrie durant l'entre-deux-guerres, en soulignant leurs grandes lignes et surtout leurs contradictions. Partant de sources orales et écrites, cet article examinera plus en détail la complexité des motivations et des régimes de subjectivité des acteurs «minoritaires». Nous étudierons ainsi l'émergence, à l'époque des Mandats, de différents types de nationalismes parmi les groupes kurdes qui, à l'instar du nationalisme arabe, avaient des revendications communes mais aussi des visions diversifiées sur la notion même de nation.

Jusque dans les années 1980, les historiens ont analysé l'extension du nationalisme dans cette région à partir de trois grilles de lecture, pas nécessairement exclusives⁹:

1. le nationalisme oriental, inspiré de l'exemple de l'Allemagne (communauté d'origine unie par un héritage culturel partagé), fut une *réaction* des élites locales face à l'intrusion (politique, militaire et économique) des puissances européennes au

⁶ Une telle définition peut concerner aussi bien des groupes numériquement «minoritaires» que de groupes numériquement «majoritaires», mais soumis à des rapports de domination défavorables. Pierre George, *Géopolitique des minorités*, Paris: PUF, 1984, p. 5.

⁷ Rien de plus difficile que de définir les frontières ethniques du «groupe kurde» tant les divisions internes séparant divers segments – kurdophones/non kurdophones,

sunnites/alévis/yézidis/failis, dialectes kurmanji/zaza/sorani –, s'avèrent des obstacles à un repérage aisé de la catégorie «kurde». Force est cependant de reconnaître que des millions de personnes se reconnaissent en tant que «Kurdes» et que la catégorie kurde est reconnue en tant que frontière «extérieure» par les populations de certains pays du Moyen-Orient, notamment en Irak et en Syrie. Dans le cas de l'Irak, le Kurdistan a même bénéficié, surtout depuis 1991, une reconnaissance territoriale. Pour

les frontières internes au «groupe kurde», voir Martin van Bruinesen, «Ethnicités intra-kurdes», *Peuples méditerranéens*, N° 68-69, 1994, pp. 11-37.

⁸ Sur les zones de peuplement kurdes, on se reportera aux deux cartes en annexe.

⁹ James Jankowski et Israel Gershoni (éds), *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*, New York: Columbia University Press, 1997, p. xiv.

Moyen-Orient; 2. les élites locales occidentalisées imitèrent les modèles européens; 3. les idées nationalistes venues d'Europe se répandirent progressivement à travers ces territoires, grâce aux élites intellectuelles locales qui les importèrent et les reformulèrent, à partir d'un «bagage» ethnique et/ou religieux préexistant¹⁰.

À partir des années 1980, certains auteurs influencés par l'anthropologie, la sociologie et les théories «gellneriennes»¹¹ mirent l'accent sur les conditions sociales favorables à l'émergence du nationalisme: l'industrialisation, la formation d'une «société de masses» (extension de l'éducation, émergence de la presse, etc.), le déclin des producteurs locaux suite à l'entrée sur le marché moyen-oriental de produits manufacturés en Europe¹². La conjonction de ces transformations socio-économiques aurait favorisé une alliance entre notables urbains, intellectuels et certains représentants de la petite bourgeoisie en perte de vitesse autour d'un langage partagé: le nationalisme. Toutefois, ces élites nationalistes étaient divisées en diverses fractions et manquaient de l'unité nécessaire pour faire face aux puissances coloniales¹³. Pour Hanna Batatu, la fragmentation des élites nationalistes, dominées par les notables urbains – grands propriétaires fonciers et détenteurs du vrai pouvoir politique et économique –, était due au fait que ces derniers ne constituaient pas à proprement parler une «classe sociale», avec des «intérêts» communs; ils se trouvaient au contraire engagés dans une lutte pour le pouvoir politique, le prestige et l'accumulation de terres¹⁴.

Toutefois, partant des notions clés de «classe» et d'«intérêt», les analyses avancées par Batatu et le courant «instrumentaliste» de Paul Brass – selon lequel les élites nationalistes utilisent les symboles culturels telles que la langue et la religion afin de bénéficier d'un instrument dont elles profiteraient (gains symboliques et/ou matériels) elles-mêmes ou les groupes qu'elles prétendent représenter¹⁵ – laissèrent peu de

¹⁰ William L. Cleveland, *Islam against the West: Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*, Austin: University of Texas Press, 1985; Albert Hourani, *Arabic Thought in the Liberal Age, 1798-1939*, Londres: Oxford University Press, 1962; Ernest Dawn, *From Ottomanism to Arabism: Essays on the Origins of Arab Nationalism*, Urbana: University of Illinois Press, 1973.

¹¹ Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford: Blackwell, 1983.

¹² Zackary Lockman, *Workers on the Nile: Nationalism, Communism, Islam, and the Egyptian Working Class, 1882-1954*, Princeton: Princeton University Press, 1987; Reeve S. Simon, *Iraq between the Two World Wars: The Creation and Implementation of a Nationalist Ideology*, New York: Columbia University Press, 1986; Bassam Tibi, *Arab Nationalism: A Critical Enquiry*, New York: San Martin's Press, 1981.

¹³ Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate. The Politics of Arab Nationalism, 1920-1945*, Princeton: Princeton University Press, 1987.

¹⁴ Hanna Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements in Iraq. A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Ba'thists and Free Officers*, Princeton: Princeton University Press, 1978, pp. 11-12.

¹⁵ Paul Brass, «Elite Groups, Symbol Manipulation and Ethnic Identity among the Muslim of South Asia» in D. Taylor et M. Yapp (éds), *Political Identity of South Asia*, Londres: Curzon Press, 1979.

place à d'autres approches théoriques ayant au centre de leurs études les subjectivités des acteurs investis dans les mouvements nationalistes, la manière dont les nouvelles identités se forment au sein d'une société ou encore les dimensions non-élitistes du nationalisme.

Ainsi, et sans négliger les «intérêts» des élites, Dale F. Eickelman, en se rattachant lui-même aux analyses de Max Weber, nous rappelait dans les années 1990 que la conception du politique, terrain par excellence des mouvements nationalistes, ne pouvait pas être réduit à de simples relations de pouvoir et à des intérêts purement matériels. Les valeurs, définies socialement, jouent également un rôle important dans la formulation des identités et des objectifs des individus ainsi que des collectivités¹⁶. Dans le même ordre d'idées, la notion d'«intérêt», en tant que stratégie rationnelle guidant l'action des acteurs, pose problème alors même que certains auteurs appellent à une approche «polycentriste» du nationalisme: cette dernière met l'accent sur la présence simultanée de diverses identités (ethnique, religieuse, tribale, locale...) chez les individus et les communautés¹⁷. Si l'on se rallie à la thèse de Fredrik Barth¹⁸, selon laquelle individus et groupes peuvent se définir de différentes manières selon le contexte, voire manifester plusieurs loyautés en même temps¹⁹, on peut alors se demander comment est-il possible d'analyser leurs actions en prenant la notion d'«intérêt» comme seul point de départ?

Enfin, les travaux de James L. Gelvin ont suggéré qu'à côté du nationalisme «civique» arboré par les élites arabes occidentalisées, la Syrie fut témoin de l'affirmation d'une variante radicale du nationalisme arabe, à caractère populiste et défendant une vision «organiciste» de la communauté politique syrienne²⁰. Pourtant, si ces nouvelles approches théoriques ont été appliquées aux nationalismes «majoritaires» du Moyen-Orient, notamment au nationalisme arabe, elles ont été beaucoup moins utilisées afin de réévaluer le nationalisme formulé par les groupes «minoritaires».

¹⁶ Dale F. Eickelman et James Piscatori, *Muslim Politics*, Princeton: Princeton University Press, 1996, p. 9.

¹⁷ Rashid Khalid, «The Formation of Palestinian Identity: the Critical Years, 1917-1923» in J. Jankowski et I. Gershoni (éds), *op. cit.*, pp. 171-190.

¹⁸ Fredrik Barth, *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organi-*

zation of Culture Difference, Oslo: Université de Forlaget, 1969.

¹⁹ Voir la réactualisation de cette thèse, à partir d'un tout autre cheminement théorique et épistémologique, avec Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris: Nathan, 1998.

²⁰ James L. Gelvin, *Divided Loyalties. Nationalism and Mass Politics*

in Syria at the Close of Empire, Berkeley/Los Angeles: University of California Press, 1998. Voir aussi Nadine Méouchy, «Rural Resistance and the Introduction of Modern Forms of Consciousness in the Syrian Countryside, 1918-1926», in T. Philipp et C. Schumann (éds), *From the Syrian Land to the States of Syria and Lebanon*, Beyrouth: Ergon Verlag Würzburg, 2004, pp. 276-288.

Cet article ne saurait combler ces lacunes dans les sciences sociales. Il cherche plutôt à nourrir une série de réflexions sur le débat de l'extension du nationalisme au Moyen-Orient en prenant en compte l'expérience des territoires de marge et des groupes «minoritaires».

Les politiques «kurdes» de la Grande-Bretagne et de la France

Ainsi que Pierre-Jean Luizard le suggère, la politique des mandats correspondait à une période à la fois de conquête coloniale et d'affirmation du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Paradoxalement, les deux aspects de la politique mandataire, l'un émancipateur et l'autre colonial, étaient liés. D'une part, les puissances mandataires s'investirent elles-mêmes d'une mission de «libération des peuples» malgré eux, et souvent contre eux²¹. D'autre part, les motivations liées à l'expansion impérialiste des grandes puissances ne disparaissaient pas pour autant.

En Irak, la Grande-Bretagne visait à contrôler le Golfe et la route des Indes, puis après leur découverte, les gisements pétroliers. En Syrie, des hommes d'affaires lyonnais, des journalistes et des représentants de l'Église catholique défendaient une politique de type colonial, avec la complicité des politiciens et militaires français qui désiraient consolider la position de la France en tant que «puissance musulmane» en Méditerranée depuis le Levant, jusqu'au nord de l'Irak, sans oublier le sud-est de l'Anatolie.

Les ambitions des puissances mandataires et les aspirations des élites locales sur les nouveaux États s'embrouillèrent davantage lors de la mise sous tutelle occidentale des pays détachés de l'Empire ottoman en 1920, officialisée avec la promulgation des diverses chartes des mandats au début des années 1920. Parmi les points les plus contestés des chartes des Mandats de l'Irak et de la Syrie se trouvaient les articles relatifs à la protection des minorités ethniques et/ou religieuses²². Ces articles furent considérés par les nationalistes irakiens et syriens comme des atteintes à la souveraineté de leurs États ainsi que des obstacles à la construction nationale. Face à ces réticences, les puissances désireuses de trouver des appuis locaux afin de consolider leur présence dans la région devinrent les alliés stratégiques des «minorités»²³, elles-mêmes en

²¹ Pierre-Jean Luizard, «Le Mandat britannique en Irak», in N. Méouchy et P. Sluglett (éds), *Les Mandats français et anglais dans une perspective comparative*, Leiden: Brill, 2004, pp. 362-364.

²² Frederick S. Northedge, *The League of Nations its Life and Times, 1920-1946*, New York: Leicester University Press, 1986, pp. 192-220.

²³ Comme Nelida Fuccaro le fait remarquer, on ne peut pas étudier les mobilisations populaires et politiques durant la période mandataire, uniquement à partir d'une grille de lecture basée sur l'opposition du couple minorité/majorité car l'une comme l'autre constituent encore des entités sociopolitiques hybrides. Le terme «minorité» doit donc être manié avec une extrême prudence. Voir Nelida Fuccaro, «Minorities and Ethnic Mobilisation: The Kurds in Northern Iraq and Syria», in N. Méouchy et P. Sluglett (éds), *op. cit.*, p. 595.

quête de protection face à des projets étatiques à prétentions homogénéisantes des «nationalismes majoritaires»²⁴.

156

Le cas kurde offre dans ce sens un bon cadre d'observation. En effet, le liwa de Sulaimaniya et la Haute Jézireh furent placés sous contrôle direct de la Grande-Bretagne et de la France devenant ainsi des laboratoires d'ingénierie sociale, dans lesquels les officiers britanniques et français purent développer des initiatives politiques, militaires, voire culturelles, en marge de la politique officielle dictée par les Hauts Commissariats, premiers représentants des puissances mandataires, respectifs. En tant que «protégés» des puissances mandataires, les chefs «minoritaires» kurdes, mais aussi chrétiens, se virent octroyer des propriétés foncières, des salaires et des positions politiques. En échange de quoi, ils s'érigèrent en défenseurs de la politique mandataire de la Grande-Bretagne et de la France. Qui plus est, certains chefs, avec la complicité de d'officiers britanniques et français, s'investirent dans des mouvements de dissidence (*fitna*), défiant ainsi la légitimité du nouveau centre sur leurs territoires. Cette attitude des chefs minoritaires fut fortement dénoncée par les comités nationalistes arabes qui virent dans les revendications autonomistes, avancées par certaines provinces, un obstacle

²⁴ Il faut préciser cependant que les relations entre le centre et les provinces arabes étaient aussi tendues. Ainsi, Damas et Bagdad renforçèrent leur centralité aux dépens de villes telles qu'Alep, Mossoul ou Basra. Voir respectivement, Peter Sluglett, «Will the Real Nationalists Stand Up? The Political Activities of the Notables of Aleppo, 1918-1946» in N. Méouchy (éd.), *France, Syrie et Liban 1918-1946. Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas: IFEAD, pp. 273-290; Sarah D. Shields, *Mosul before Iraq. Like Bees Making Five-Sided Cells*, Albany: SUNY, 2000, pp. 190-192; Yitzhak Nakash, *The Shi'is of Iraq*, Princeton: Princeton University Press, 1996, pp. 94-100.

²⁵ Gérard D. Khoury, *Une tutelle coloniale. Le Mandat français en Syrie et au Liban. Écrits politiques de Robert de Caix*, Paris: Belin, 2006; Toby Dodge, *Inventing Iraq. The Failure of Nation Building and a History Denied*, New York: Columbia University Press, 2003.

à la construction de l'État-nation (arabe), fruit de l'alliance entre les puissances «impérialistes» et les chefs tribaux mus par des intérêts «égoïstes». Une interprétation qui était par ailleurs soulignée par la volonté, à peine voilée, de la Grande-Bretagne et de la France de s'imposer comme les arbitres entre les divers territoires et populations placés sous mandat²⁵.

Or, si ces faits sont incontestables, ils ne reflètent qu'une partie de la réalité. Tout d'abord, cette lecture omet les ambiguïtés et les contradictions de la politique mandataire en Irak et en Syrie vis-à-vis des «minorités» ainsi que les transformations sociales à l'œuvre au sein des groupes «minoritaires». En outre, les protestations émanant des comités nationalistes arabes à l'encontre des puissances mandataires et des chefs régionalistes tout comme les prétentions britanniques et françaises de patronage absolu à l'égard des chefs kurdes sont le résultat d'un regard stato-centré. Elles ne prennent en compte ni les aspirations des populations de ces régions ni les subjectivités des acteurs minoritaires.

De nouvelles élites pour de nouvelles provinces

Les Britanniques commencèrent à occuper la Mésopotamie en 1914. Après quelques difficultés rencontrées dans le sud du pays, l'armée britannique occupa Bagdad le 11 mars 1917. Plus au nord²⁶, des Political Officers organisèrent quelques mois plus tard une rencontre avec les notables du district de Sulaimaniya afin de décider de l'orientation que pourrait prendre la politique kurde. En accord avec le principe d'autodétermination des peuples et en attendant une décision des puissances occidentales sur le futur du «Kurdistan», il fut décidé d'établir un gouvernement provisoire kurde avec, à sa tête, Cheikh Mahmoud, considéré comme la personnalité kurde la plus influente du nord irakien grâce à sa position de grand propriétaire foncier et de chef de la confrérie soufie Qadiri (branche Barzinji)²⁷.

157

Toutefois, la création d'un gouvernement kurde obéissait à des motifs pratiques. L'occupation militaire du nord de l'Irak était hors de question compte tenu des problèmes de ravitaillement et des contraintes financières auxquelles devait faire face la Grande-Bretagne. Cheikh Mahmoud fut ainsi désigné Gouverneur (*hukumdar*) – terme polysémique signifiant tantôt le poste de gouverneur, tantôt un titre proche d'«émir», ce qui sans doute provoqua certains malentendus entre celui-ci et les Britanniques. Il se retrouva à la tête d'un vaste territoire situé entre deux fleuves, le Grand Zab et le Diyala, et, pour chacune de ces subdivisions, des Political Officers furent attachés aux administrateurs kurdes²⁸. Or ces officiers anglais ne partageaient pas forcément les mêmes visions au sujet de la mission de la Grande-Bretagne dans le nord de l'Irak²⁹. Certains responsables défendaient la mise en place d'une administration indirecte, tandis que d'autres étaient partisans du «modèle indien»³⁰, c'est-à-dire du contrôle direct de la région par les officiers britanniques.

²⁶ Selon la commission d'enquête envoyée par la Ligue des Nations au vilayet de Mossoul, la population du nord de l'Irak se composait en 1925 de près de 500 000 Kurdes, soit plus de 62% du total de la population; venaient ensuite les Arabes (170 000, soit plus de 21%), tandis que les 38 500 Turkmènes représentaient moins de 5% de l'ensemble. SDN, *Journal officiel*, octobre 1925, p. 1330.

²⁷ Voir Martin van Bruinessen, *Mullas, Sufis and Heretics: The Role of Religion in Kurdish Society*, Istanbul: The Isis Press, 2000, pp. 213-229.

²⁸ FO 141/806/2. *Précis of Affairs in Southern Kurdistan during the Great War*, Office of Civil Commission. Bagdad, 1919, p. 9.

²⁹ Pour une analyse de l'édifice mandataire en Irak, voir Peter Sluglett, «The Mandates: some Reflections on the Nature of the

British Presence in Iraq (1914-1932) and the French Presence in Syria (1918-1946)» et Pierre-Jean Luizard, «Le Mandat britannique en Irak: une rencontre entre plusieurs projets politiques», in P. Sluglett et N. Méouchy (éds), *op. cit.*, pp. 103-127 et pp. 361-384.

³⁰ Voir Sandria B. Freitag, *Religious Rites and Riots: from Community Identity to Communalism in North India, 1870-1940*, Berkeley: University of California, 1980, pp. 42-50.

La politique britannique vis-à-vis des Kurdes ne fut pas univoque. Ainsi, les Britanniques mirent en place entre 1918 et 1923 deux systèmes parallèles au Kurdistan irakien. Le premier était le «Southern Kurdistan», administré par les Kurdes eux-mêmes sous la supervision de conseillers britanniques. Le second était celui du contrôle direct de la puissance mandataire touchant le reste des régions kurdes: du Jébel Sinjar, à l'ouest, au Grand Zab, à l'est. Cependant, et suite aux deux révoltes de Cheikh Mahmoud (1919 et 1923-1924) contre les Britanniques, le district de Sulaimaniya vit alterner les deux modes d'administration pour s'intégrer définitivement dans le cadre de l'administration irakienne à partir de 1926.

158 En dépit de la mise en place d'une politique de cooptation des «natural leaders»³¹ au Kurdistan, certains chefs comme Cheikh Mahmoud s'avérèrent être des «clients» insatisfaits. Ainsi, son premier gouvernement (1918-1919) fut de courte durée. Cheikh Mahmoud aspirait à étendre son contrôle sur d'autres régions kurdes telles Kirkuk et Kifri, ce qui allait à l'encontre de la politique britannique visant à diviser les Kurdes afin d'éviter l'émergence d'un mouvement qui aurait risqué d'échapper à leur influence. Cheikh Mahmoud fut arrêté et envoyé en Inde, tandis que les Britanniques prirent le contrôle direct du «Southern Kurdistan». Toutefois, l'administration britannique ne se consolida pas. Le Haut Commissariat décida de faire revenir Cheikh Mahmoud et de le renommer *hukumdar* du Kurdistan le 10 octobre 1922. Quelques jours après son retour, Cheikh Mahmoud annonça par décret la formation d'un cabinet de huit «ministres» entourés des représentants de la société tribale mais aussi des membres de l'*effendiyya*³² nationaliste kurde. Un mois plus tard, il se proclama «roi du Kurdistan».

Le 16 mai 1923, Sulaimaniya fut réoccupée par les Britanniques qui y mirent en place une nouvelle administration kurde «autonome», avec l'aide des notables prêts à collaborer avec la puissance mandataire. Suite à un nouveau retrait des troupes britanniques de Sulaimaniya, dû à plusieurs facteurs dont les contraintes militaires et financières pesant sur la puissance mandataire, Cheikh Mahmoud revint le 11 juillet 1923

³¹ *Ibid.*, pp. 42-47.

³² Pour une analyse socioculturelle de l'*effendiyya* en Irak, voir Michael Eppel, «The Elite, the Effendiyya, and the Growth of Nationalism and Pan-Arabism in Hashemite Iraq, 1921-1958», *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 30, N° 2, 1998, pp. 227-50.

dans son fief. Toutefois, la situation politique n'y était plus la même. L'expérience du «Southern Kurdistan» avait été définitivement enterrée. Divers cantons avaient été détachés du district de Sulaimaniya. Lors du retour de Cheikh Mahmoud en 1923, son autorité se réduisait à un territoire extrêmement limité. En mai 1924, Sulaimaniya fut de nouveau réoccupée et passa dès lors sous le contrôle direct des Britanniques. Une fois que l'annexion du *vilayet*

de Mossoul à l'État irakien fut assurée, en 1925 la «carte kurde» devint moins intéressante pour la Grande-Bretagne. En dépit de diverses promesses britanniques concernant l'autonomie du Kurdistan, le traité anglo-irakien de 1929 ne prévoyait pas de mesures spéciales concernant les provinces kurdes. La dernière révolte de Cheikh Mahmoud en 1931 fut écrasée et le Mandat britannique prit fin avec une intégration politique, bien qu'inachevée, des régions kurdes à l'édifice étatique irakien.

La revendication autonomiste en Jézireh, entre régionalisme et nationalisme kurde

À l'instar de la Grande-Bretagne et de sa relation avec les Kurdes d'Irak, la politique française vis-à-vis des Kurdes fut changeante. Les populations kurdes placées sous mandat français occupaient tout au long de la frontière turque trois zones étroites et séparées entre elles: la Haute Jézireh, le Jérablous et le Kurd Dagh. Ces trois espaces constituaient néanmoins le prolongement des territoires kurdes de Turquie et d'Irak. En outre, des villes telles que Damas, Alep ou Hama abritaient également des communautés d'origine kurde.

L'occupation française des enclaves kurdes du Nord syrien se fit sans trop de difficultés dans la première moitié des années 1920 à l'exception de la Haute Jézireh, domaine des Kurdes semi-sédentaires et des tribus bédouines. La raison principale de cette résistance était l'alliance entre le gouvernement d'Ankara et certains chefs tribaux arabes et kurdes en vue d'affaiblir l'autorité française le long de la frontière turco-syrienne. Dans ce contexte tendu, et alors que la présence de la France au Levant était contestée par une partie de l'opinion publique française, le Haut Commissariat vit dans le lancement d'un programme ambitieux de sédentarisation et de rentabilisation économique de la Jézireh des outils qui devaient servir à deux objectifs: sécuriser la frontière septentrionale et justifier sa tâche «civilisatrice» (mise en valeur des steppes) au Levant³³. Pour ce faire, le Haut Commissariat mit en place une politique d'accueil et d'installation, d'abord de réfugiés chrétiens, arméniens et syriaques de Turquie, puis de Kurdes fuyant la répression du régime kémaliste suite à l'effondrement de la révolte de Cheikh Said en 1925³⁴.

Sédentarisées, ces populations témoignèrent d'une attitude positive envers la France³⁵. Cependant, le groupe

³³ Voir Vahé Tatchjian, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie. Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak*, Paris: Karthala, 2004, pp. 311-328.

³⁴ Christian Velud, «La politique mandataire française à l'égard des tribus et des zones de steppe en Syrie: L'exemple de la Djézireh», in Riccardo Bocco et al. (éds), *Steppes d'Arabie. États, pasteurs, agriculteurs et commerçants: le devenir des zones sèches*, Paris: PUF, 1993, pp. 70-71.

³⁵ Si avant 1927, il y avait 45 villages kurdes dans cette région, en 1939, on pouvait y dénombrier entre 700 et 800 agglomérations à majorité kurde. Selon un recensement officiel, la Haute Jézireh comptait en 1939 une population totale de 158 550 habitants dont 81 450 Kurdes musulmans et 21 500 Kurdes yézidis. CADN, *Fonds Beyrouth, Cabinet politique*, N° 1367. «Répartition de la population de la Haute Jézireh». Beyrouth, avril 1939.

de réfugiés kurdes était diversifié. Des éléments citadins (notables urbains et intellectuels) s'installèrent également en territoire sous mandat, aux côtés des populations rurales (tribus). Ainsi, les membres des clubs kurdistes basés à Istanbul s'exilèrent à Damas et à Alep où ils travaillèrent à la formation de la Ligue Khoyboun («Être soi-même») en 1927, un comité nationaliste qui s'investit durablement dans la (re)ethnisation de l'identité kurde en Syrie³⁶. Les chefs de tribus kurdes réfugiés en Syrie furent particulièrement visés par les efforts de propagande des dirigeants du Khoyboun, car l'on supposa qu'ils seraient plus sensibles aux arguments anti-kémalistes. Mais le Khoyboun fut aussi, en 1928, le responsable de la rédaction des premières demandes d'autonomie politique issues des milieux kurdes en Syrie. L'objectif principal du Khoyboun était de créer une «zone libérée» dans le Nord syrien d'où pouvoir organiser des activités militaires et de propagande à l'encontre de la Turquie. Or, après la «Grande révolte syrienne» de 1925³⁷, le Haut Commissariat avait commencé à mettre en pratique une politique d'autonomie régressive visant à intégrer progressivement les minorités à l'édifice étatique syrien. De plus, la France ne voulait pas créer une autonomie kurde car celle-ci ne manquerait pas de soulever le tollé des nationalistes syriens et de la Turquie³⁸. Toutefois, tous les secteurs de l'administration mandataire ne partageaient pas cette opinion.

Devant les demandes insistantes en faveur de l'autonomie des trois enclaves kurdes du Nord syrien, le capitaine Pierre Terrier, attaché au Cabinet politique du Haut Commissariat, formula en 1928 une contre-proposition. Pour le capitaine Terrier, la disposition géographique des territoires kurdes ne rendait pas viable la constitution de provinces autonomes dans la totalité de ces régions. Dès lors, Terrier proposa aux dirigeants et notables kurdes de concentrer toute leur attention sur la Haute Jézireh³⁹ que l'«on pouvait espérer voir évoluer en un foyer kurde autonome»⁴⁰.

³⁶ La Ligue Khoyboun matérialisa le mariage «contre-nature» entre d'une part, une intelligentsia occidentalisée et d'autre part, les représentants du monde traditionnel kurde. En effet, des intellectuels, ex-officiers ottomans, aghas, cheikhs et chefs de tribus se côtoyèrent au sein du Khoyboun et élaborèrent une nouvelle syntaxe nationaliste commune afin de lutter contre la Turquie kémaliste. Le Khoyboun doté d'un programme pan-kurdiste parvint à créer des branches en Irak et notamment à Sulaimaniya. Voir Jordi Tejel Gorgas, «La

Ligue nationale kurde Khoyboun. Mythes et réalités de la première organisation nationaliste kurde», *Études kurdes*, N° hors série III, juin 2007.

³⁷ Voir Michael Provence, *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*, Austin: University of Texas Press, 2005.

³⁸ CADN, *Fonds Beyrouth, Cabinet Politique*, N° 1055. Le ministre des Affaires étrangères (Paris) au Haut Commissaire de la République française (Beyrouth). Paris, le 3 novembre 1928.

³⁹ Voir Jordi Tejel Gorgas, «The Terrier Plan and the Emergence of a Kurdish Policy Under the French Mandate in Syria, 1926-1936», *International Journal of Kurdish Studies*, Vol. 21, N° 1 et 2, 2007, pp. 93-108.

⁴⁰ SHAT, 4H 319, Dossier N° 3. Le directeur de la Sûreté Générale aux Armées au chef de Service de presse et de la propagande de la France combattante au Levant, N° 465/C. E/R. Beyrouth, le 19 janvier 1943.

La collaboration franco-kurde fut cependant freinée à partir de 1936, date de la signature du Traité franco-syrien, lequel prévoyait l'indépendance des pays de la Syrie et le retrait des troupes françaises hors de ces territoires. De même, grâce à l'accord frontalier avec la Turquie, le besoin d'utiliser les tribus et les nationalistes kurdes pour faire face au «voisin du nord» avait diminué⁴¹. Une fois de plus, des officiers des Services spéciaux se démarquèrent de la ligne tracée par le Haut Commissariat en encourageant la formation d'un mouvement autonomiste en Haute Jézireh, constitué de certains chefs kurdes et notables chrétiens. Ce mouvement aspirait à obtenir une autonomie administrative similaire à celle octroyée aux druzes et aux alaouites. Après quelques crises entre le Haut Commissariat et le gouvernement syrien, le premier se résolut, entre 1938-1939, à mettre fin à un mouvement qui, sous l'influence des Services Spéciaux, s'était montré trop indépendant vis-à-vis du Sérail⁴².

161

Dans la perspective analytique de Ronald Robinson concernant le colonialisme victorien anglais⁴³, nous pouvons affirmer que l'émergence d'une «politique kurde» sous les mandats britannique et français s'inscrit dans une logique de tentative de clientélisation des groupes intermédiaires locaux censés défendre les intérêts de la Grande-Bretagne et de la France. Cependant, comme nous venons de le démontrer, la collaboration anglo-kurde et franco-kurde ne fut pas sans failles car ni les soutiens locaux des notables kurdes ni l'appui que leur apportaient les autorités mandataires n'étaient assurés de manière définitive.

Au cœur de cet édifice complexe et ambigu se trouvaient les chefs traditionnels qui exerçaient un certain charisme auprès des populations locales: Cheikh Mahmoud Barzinji, au «Southern Kurdistan», et Hajo Agha, chef de la puissante confédération tribale Heverkan, en Haute Jézireh. L'analyse des relations entre les représentants des puissances mandataires et ces deux chefs kurdes nous permettra d'approfondir dans la complexité de ces liens et des identités individuelles⁴⁴.

Intérêt versus nationalisme?

Dans son très suggestif ouvrage *Inventing Iraq*, Toby Dodge dénonçait chez les officiers et fonctionnaires britanniques une sorte d'«imagination romantique» faisant des chefs traditionnels, arabes et kurdes, une sorte de nobles cavaliers, mus par des valeurs pures⁴⁵. Si cette

⁴¹ Sur la problématique de fixation de la frontière et ses conséquences, voir Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire. Service des Renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris: Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 115-183; Vahé Tachjian, *op. cit.*, pp. 301-341.

⁴² *Archives dominicaines du Saulchoir, Haute Jézireh, Dossier 45, Vol. II*. «Les fonctionnaires français: février-avril 1938», N° 104.

⁴³ Ronald Robinson et al., *Africa and the Victorians: The Official Mind of Imperialism*, Londres: Macmillan Press, 1981.

⁴⁴ Voir Bernard Lahire, *L'homme pluriel...*, *op. cit.*

⁴⁵ Toby Dodge, *op. cit.*, pp. 78-80.

lecture est en partie fondée, ainsi que nous l'avons décrit, les relations entre les Britanniques et Cheikh Mahmoud ne furent pas si «romantiques». En outre, deux des administrateurs britanniques de Sulaimaniya, E. B. Soane et C. J. Edmonds, bien que kurdo-philés, portèrent un regard très sévère sur Cheikh Mahmoud. Le premier, en particulier, mena une politique très active visant à diminuer l'influence de Cheikh Mahmoud et de sa famille dans cette région. Qui plus est, lors des bombardements de la R.A.F. sur le quartier général de Cheikh Mahmoud à Sulaimaniya en décembre 1923, les aviateurs britanniques avaient reçu l'ordre d'assassiner le chef kurde qui «malheureusement se trouvait en chemin vers la mosquée à ce moment-là»⁴⁶.

162

Après sa dernière révolte en 1931, Cheikh Mahmoud fut obligé de vivre une sorte d'exil intérieur dans un petit village de la région de Sulaimaniya, dans des conditions matérielles très précaires, mais toujours dans l'attente de pouvoir «rendre service» aux Britanniques. La correspondance échangée entre Cheikh Mahmoud et les représentants britanniques en Irak entre 1920-1940 laissent apparaître des maladroites et des incompréhensions mutuelles. Ainsi, l'ambiguïté de la politique mandataire vis-à-vis des Kurdes en Irak durant le mandat amena Cheikh Mahmoud à penser que son attitude défiante vis-à-vis de Bagdad était, au fond, souhaitée par la Grande-Bretagne afin de «marquer» le roi Fayçal et les officiers ex-chérifiens⁴⁷.

⁴⁶ FO 371/10097/E723. Iraq Intelligence Report. Bagdad, le 22 janvier 1924.

⁴⁷ À titre d'exemple, voir la lettre de Cheikh Mahmoud adressée à l'Ambassadeur britannique à Bagdad datée du 17 novembre 1941. FO 624/63/E537/64/41. Political Adviser (Kirkouk) à l'Ambassadeur britannique (Bagdad), le 20 novembre 1941.

⁴⁸ Rafiq Hilmi, *Memoirs*, traduit par D^r Fereyduun Rafiq Hilmi, Greenford: New Hope Publishing, 2007, p. 566.

⁴⁹ *Idem*.

⁵⁰ Cheikh Mahmoud entreprit entre 1918-1925 des négociations politiques à la fois avec les agents turcs déployés dans l'ancien vilayet de Mossoul, avec les chefs chiïtes du sud de l'Irak et avec les Britanniques. Toutefois, Cheikh Mahmoud ne reconnut jamais la légitimité politique du roi Fayçal sur l'Irak.

Rafiq Hilmi, proche collaborateur de Cheikh Mahmoud et représentant de l'*effendiyya* nationaliste kurde, résumait ainsi les relations entre le chef kurde et les Britanniques: «[Ils] ne comprirent pas sa vraie nature [nationaliste de Cheikh Mahmoud] et voulaient l'acheter au moyen de la corruption, de la cupidité matérielle et des privilèges.»⁴⁸ Ce faisant, «ils ne surent pas comment faire de lui un allié soumis»⁴⁹. Bien qu'érigé en héros national après sa mort, la figure de Cheikh Mahmoud souleva beaucoup de controverses quant aux «vrais» objectifs de sa lutte politique durant le Mandat britannique. Ses détracteurs politiques à Sulaimaniya l'accusèrent de poursuivre des intérêts purement personnels, notamment son enrichissement et celui de ses proches. De même, ses contacts avec différents acteurs étatiques et sub-étatiques faisaient peser sur lui le soupçon d'un homme «sans idéaux»⁵⁰.

David McCrone⁵¹ suggère toutefois une approche moins instrumentaliste afin d'étudier le rôle des élites nationalistes, évitant la dichotomie entre «intérêts» et «passions», deux motivations difficilement séparables⁵². De son côté, en analysant les élites urbaines et rurales de l'entre-deux-guerres au Levant, Nadine Méouchy avertit de la difficulté de réduire les actions des élites investies dans le combat politique à une seule motivation: «[L]a multiplicité fonctionnelle des acteurs ne conduit-elle pas naturellement à une imbrication des motivations dans le combat politique et économique (...)»? ⁵³. Dans ce sens, il est intéressant de constater que les membres du camp nationaliste kurde, quoi que opposés à Cheikh Mahmoud, ne mirent pas en doute son «sentiment patriotique». D'après les archives britanniques⁵⁴, les premiers jugeaient simplement que Cheikh Mahmoud n'était pas la personne adéquate pour mener le combat politique à Sulaimaniya, parce qu'il lui manquait la formation intellectuelle nécessaire et qu'il s'appuyait sur des groupes de solidarité ('*asabiyât*), intrinsèquement segmentaires, allant à l'encontre de l'unité «nationale» recherchée⁵⁵.

En Haute Jézireh, Hajo Agha, après avoir coopéré avec les kémalistes afin d'organiser des attaques contre les troupes françaises, puis contre Cheikh Saïd en 1925, se révolta contre le gouvernement d'Ankara en 1926 et offrit ses services à la France mandataire⁵⁶. Malgré les réticences initiales du Haut Commissariat, Pierre Terrier, officier du Service de Renseignements au début des années 1920, prit les devants et établit une alliance stratégique avec Hajo Agha. En échange de terres et d'armes, Hajo assura la stabilité de la frontière turco-syrienne dès 1926.

Dans le sillage tracé par Riccardo Bocco concernant les relations entre tribus et États, l'exemple de Hajo Agha peut nous aider à illustrer comment idéologies et hiérarchies tribales peuvent s'accompagner de logiques clientélistes, d'une part, et combien d'autre part les stratégies politiques au niveau local (Haute Jézireh), national (Syrie) et/ou transnational (Kurdistan) ne sont pas nécessairement en conflit⁵⁷.

⁵¹ David McCrone, *The Sociology of Nationalism. Tomorrow's Ancestors*, Londres: Routledge, 1998, p. 5.

⁵² Pour une problématisation de cette interrelation entre «intérêt» et «passion», voir Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts. Les justifications politiques du libéralisme avant son apogée*, Paris: PUF, 1980.

⁵³ Nadine Méouchy, «Introduction», in N. Méouchy (éd.),

op. cit., p. 29.

⁵⁴ AIR 23/233. Special Service Office (Sulaimaniya), le 9 février 1931.

⁵⁵ Les entretiens effectués à Sulaimaniya, entre octobre et novembre 2007, auprès des descendants (Jamal Baban, Serbest Qazzaz, Sirwan Ramzi Fattah, Jafar Amin Abdullah) de l'*effendiyya* nationaliste confirment les thèses relayées par les

services de renseignements britanniques.

⁵⁶ CADN, *Fonds Beyrouth, Cabinet politique* N° 1055. Le Haut Commissaire de la République française (Beyrouth) au ministre des Affaires étrangères (Paris), le 29 septembre 1927.

⁵⁷ Riccardo Bocco, «'Asabiyât tribales et États au Moyen-Orient», *Maghreb-Machrek*, N° 147, 1995, pp. 3-12.

En effet, Hajo Agha ne se contenta pas de devenir un chef tribal possédant quelques villages. Il s'investit également dans le comité nationaliste Khoyboun dès sa création et également dans le mouvement autonomiste de la Jézireh (1936-1939). La direction de la tribu Heverkan lui permit de négocier son statut de protégé de la puissance mandataire. Or ces deux ressources (direction tribale et statut de protégé) ne lui garantis- saient pas, à elles seules, sa position prépondérante au sein du camp kurde en Haute Jézireh. C'est son investissement dans le mouvement nationaliste qui lui conféra sa légitimité en tant que pilier du mouvement autonomiste. En contrepartie, son influence régionale lui permit de consolider son autorité au sein de la tribu et de main- tenir des relations transnationales avec des chefs kurdes, notamment du nord irakien, jusqu'à sa mort en 1940⁵⁸.

L'équilibre entre ces différents niveaux n'allait cependant pas de soi. En 1930, Hajo Agha fut «puni» par le Haut Commissariat après avoir réalisé une incursion militaire en territoire turc dans le cadre des opérations politico-militaires du comité Khoyboun contre le régime kémaliste. En 1939, Hajo vit comment le Bloc national syrien lui reti- rait provisoirement sa subvention en tant que chef tribal⁵⁹ en raison de ses activités au sein du mouvement autonomiste de la Jézireh et, à plusieurs reprises, le gouvernement syrien fit peser sur lui la menace d'extradition vers la Turquie, pays qui voulait le juger pour ses activités nationalistes kurdes.

«Égoïstes», «opportunistes», «patriotes» ou «idéalistes», ces grands chefs proches

⁵⁸ Voir Martin van Bruinessen, *Agha, Shaikh and State. On the Social and Political Organization of Kurdistan*, Londres/New Jersey: Zed Books, 1992, pp. 100-105.

⁵⁹ Pour une lecture sur la poli- tique bédouine des autorités mandataires, voir Christian Velud, «Syrie État mandataire, mouvement national et tribus (1920-1936)», *Maghreb-Machrek*, N° 147, 1995, pp. 48-71.

⁶⁰ Avec l'exception notable de Christian Velud, qui a travaillé sur les élites (chrétiennes) urbaines de la Haute Jézireh. Voir Christian Velud, «L'émergence et l'organisation sociales des petites villes de Jézireh, en Syrie, sous le mandat français», *URBAMA*, N° 16-17, 1986.

des puissances mandataires en Irak et en Syrie ont tradi- tionnellement été le centre d'intérêt des recherches histo- riques sur les provinces «rebelles»⁶⁰. Ce faisant, la gram- maire des «grands chefs» a relégué dans l'ombre d'autres dynamiques sociales en cours de développement dans les sociétés dites «minoritaires». Ces nouvelles dynamiques constituent le cœur des analyses de cette partie finale de l'article.

Les territoires de marge en transformation

La société kurde de l'entre-deux-guerres était majoritaire- ment rurale. Dans les campagnes, les politiques foncières de la Grande-Bretagne et de la France favorisèrent les grands propriétaires terriens. Ainsi, le statut des métayers, pour la plupart Kurdes, restait très précaire tan- dis que les petits propriétaires se trouvaient submergés

par les dettes qu'ils s'efforçaient de rembourser aux usuriers. Les relations de servitude entre propriétaires et paysans, auxquelles divers auteurs ont fait référence⁶¹, ne concernaient cependant pas l'ensemble du groupe kurde⁶².

Au «Southern Kurdistan», si les Britanniques s'appuyèrent sur Cheikh Mahmoud et ses réseaux traditionnels, ils n'encouragèrent pas moins la consolidation d'une ville, Sulaimaniya, qui était appelée à devenir le centre politique, culturel, économique et militaire de la région. Ainsi, dès le premier gouvernement de Cheikh Mahmoud, les «conseillers» britanniques ouvrirent les portes de Sulaimaniya aux représentants de l'*effendiyya* «modernisatrice» kurde résidant jusqu'alors à Istanbul, à Bagdad ou à Mossoul et aux commerçants qui s'étaient réfugiés le long de la frontière irano-irakienne durant la Première guerre mondiale.

Peu à peu, Sulaimaniya prit l'allure d'une ville moyenne, avec ses écoles, ses bâtiments publics et son souk animé. Significativement, Cheikh Mahmoud abandonna sa résidence habituelle dans un village proche de Sulaimaniya, Darik Ali, pour s'installer durablement au cœur de la ville. Cheikh Mahmoud, soutenu par des représentants de l'*effendiyya*, donna l'impulsion à différentes mesures symboliques (utilisation du drapeau «national» kurde, impression de timbres postaux «kurdes», célébration de parades militaires) et intellectuelles (publication de journaux) qui favorisèrent l'expansion du nationalisme comme *lingua franca* parmi les habitants de Sulaimaniya. Qui plus est, suite aux conflits apparus entre Cheikh Mahmoud et les officiers britanniques, ces derniers cherchèrent à créer un pouvoir local «modéré», en la personne de son frère, Cheikh Qadir, soutenu par les commerçants de la ville lesquels maintenaient un bras de fer avec les Cheikhs Barzinji depuis la fin du XIX^e siècle⁶³. À l'instar de la Haute Jézireh, la consolidation de Sulaimaniya comme centre du liwa du même nom n'impliqua pas seulement un accroissement de l'influence des marchands sur les campagnes, mais également l'«association» des «clients ruraux» aux dynamiques de politisation des acteurs urbains⁶⁴.

⁶¹ André Latron, *La vie rurale en Syrie et au Liban*, Beyrouth: Mémoires de l'IFD, 1936; Jacques Weulersse, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris: Gallimard, 1946; Hanna Batatu, *op. cit.*, pp. 58-70.

⁶² Voir Martin van Bruinessen, *op. cit.*, pp. 52-122.

⁶³ Interview avec Diler Barzinji, petit-fils de Cheikh Muhammad Gharib (ministre de l'Intérieur en 1922). Lörrach, octobre 2006.

⁶⁴ En Jézireh, des chefs tribaux kurdes s'allièrent au mouvement autonomiste actif à Hassaké et à Qamichli. De la sorte, la fermeture de souks dans les villes, en signe de protestation, trouvait son écho dans de petites villes et

villages reculés grâce à la coalition des éléments ruraux et citadins. À Sulaimaniya, Tawfiq Qazzaz, grand commerçant, possédait aux alentours de cette ville une dizaine de villages dont les *mukhtars* ne manquaient pas de lui témoigner leur «soutien» politique lorsque cela était nécessaire. Propos de Serbest Qazzaz, fils de Tawfiq Qazzaz. Sulaimaniya, octobre 2007.

Les transformations démographiques induites par la France en Haute Jézireh (accueil massif de réfugiés chrétiens et kurdes) furent accompagnées d'autres projets socio-économiques ayant des répercussions durables. En effet, le Haut Commissariat encouragea l'urbanisation⁶⁵ de cette région. Les interlocuteurs des officiers français en milieu urbain étaient les notables chrétiens, notamment de Hassaké (chef-lieu de la Haute Jézireh) et Qamichli. Sur le plan économique, les notables chrétiens s'imposèrent en tant que propriétaires fonciers et commerçants. Ils pratiquaient l'usure ou la spéculation foncière, créant ainsi un réseau d'alliances et de clientèle personnelles en milieu rural ce qui leur assura peu à peu un contrôle réel sur la campagne⁶⁶. Des éléments kurdes citadins (commerçants, propriétaires fonciers, médecins, juges, cheikhs), se réunirent aux côtés des notables chrétiens, notamment à Qamichli et à Amouda, partageant la gestion des affaires locales et régionales avec les premiers. En Jézireh, le pouvoir politique, économique, voire militaire, se trouvait en ville.

Les nationalismes

Si la Grande-Bretagne et la France poursuivirent en partie des politiques héritées de la période ottomane, notamment en ce qui concerne les «minorités» (jadis *millets*⁶⁷), les sociétés locales ne sortirent pas inchangées de la période mandataire. Les modifications de l'ordre politique, social et administratif introduites par le mandat ainsi que la multiplicité de «pouvoirs» (l'État mandataire et le gouvernement «national») contribuèrent à des transformations socio-économiques importantes et à une certaine déstabilisation des rapports de pouvoir entre la notabilité traditionnelle et les populations locales.

En suivant la thèse Jean-François Bayart, prolongée par Élisabeth Picard, nous pouvons affirmer que, dans ce nouveau champ politique qu'est l'État émergent, les «loyautés anciennes» (la tribu, le groupe ethnique, la communauté religieuse) ne furent pas «détruites mais réinterprétées»⁶⁸ participant ainsi à «l'invention paradoxale de la modernité [politique]»⁶⁹. Les élites «minoritaires» ne firent en cela aucunement

⁶⁵ Les petites villes de la Haute Jézireh sont Amouda, Andiwar, Derbessié, Derik, Hassaké, Qamichli et Ras al Ayn.

⁶⁶ Christian Velud, «L'émergence et l'organisation...», *art. cit.*, p. 98.

⁶⁷ D'origine arabe (*milla*, «mot» pour se référer à un groupe de gens qui acceptent un mot ou un

livre révélés), le terme *millet* a pris dans l'Empire ottoman la signification de «communauté organisée sur une base religieuse», reconnue comme telle par l'administration impériale. Avec les réformes des Tanzimat, le mot prend un sens politique et c'est celui qui est employé pour traduire en français la «nation». Xavier de

Planhol, *Les nations du prophète. Manuel géographique de politique musulmane*, Paris: Fayard, 1993, pp. 22-24.

⁶⁸ Élisabeth Picard, «Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques», in E. Picard (éd.), *La politique dans le monde arabe*, Paris: Armand Colin, 2006, p. 69.

exception. À l'instar de leurs consœurs arabes, les élites kurdes, nouvelles et anciennes, du district de Sulaimaniya et de la Jézireh, tentèrent de devenir des intermédiaires entre le pouvoir et les provinces ainsi qu'entre le pouvoir et la population. Ce faisant, et paradoxalement, elles ouvrirent la voie à une progressive «irakisation» et «syriannisation» de la vie politique de Sulaimaniya et de la Haute Jézireh.

Ainsi, la fin du second gouvernement de Cheikh Mahmoud permit l'émergence de nouvelles dynamiques politiques et sociales dans cette ville. Ahmad Tawfiq beg, ancien officier ottoman, y fut nommé responsable de l'administration civile. Ce dernier se distingua par ses efforts «modernisateurs». D'une part, il entreprit l'amélioration des infrastructures (électricité) et de l'aménagement de la ville. D'autre part, il encouragea une série d'initiatives conduisant à la propagation du nationalisme kurde au sein de la population locale⁷⁰.

En 1926, Ahmad Tawfiq beg devint le président de *Zanistî-i-Kurdistan* ou Société littéraire du Kurdistan dont le but était d'«améliorer l'éducation des masses kurdes»⁷¹. La Société se dota d'une branche de jeunes scouts «sensibilisés» au sentiment national au moyen de cours d'histoire, de langue et d'hymnes patriotiques. Cependant, certains membres de la Société voulurent lui donner une orientation plus politique⁷². Ce faisant, les élites locales se divisèrent en trois groupes: les «modérés» (pro-Britanniques), les «radicaux» (partisans de l'autonomie voire de l'indépendance kurde) et les «pro-Bagdad»⁷³. En 1928, certains membres de *Zanistî* créèrent à Sulaimaniya une antenne de la Ligue Khoyboun, donnant ainsi impulsion à des activités pan-kurdistes⁷⁴.

À partir de 1929, les blocs ainsi constitués entrèrent en conflit ouvert les uns avec les autres pour trois raisons: l'absence de toute référence à l'autonomie du Kurdistan

⁶⁹ (Note de la p. 166.) Jean-François Bayart, «Les trajectoires de la République en Iran et en Turquie: un essai de lecture tocquevillienne», in G. Salamé (éd.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris: Fayard, 1994, p. 381.

⁷⁰ Interview avec D^r Dara, fils d'Ahmad Tawfiq Beg, Sulaimaniya, le 20 octobre 2007.

⁷¹ AIR 23/323. Special Service

Officer (Sulaimaniya) à Air Staff Intelligence (Bagdad), le 20 juillet 1926.

⁷² FO 371/12255/E1945, Air Headquarters (Bagdad) à Air Ministry (Londres), le 30 mars 1927.

⁷³ Le bloc «pro-Bagdad» était partisan de l'intégration de Sulaimaniya à l'édifice irakien tout en espérant tirer des bénéfices, notamment la construction de routes permettant d'améliorer le commerce avec Mossoul et

Bagdad. Certains de ses représentants étaient des nationalistes kurdes déçus par les aventures de Cheikh Mahmoud et désireux de s'ouvrir à de nouvelles perspectives personnelles. Dans d'autres cas, on pouvait y trouver d'anciens partisans de Cheikh Mahmoud mus avant tout par des sentiments anti-britanniques.

⁷⁴ AIR 23/418. Special Service Officer (Mossoul), le 29 octobre 1930.

dans les clauses du traité anglo-irakien d'une part, l'introduction du jeu électoral à Sulaimaniya d'autre part et, pour terminer, le bouleversement du rapport de forces entre notables suite à l'éviction en 1930 de Tawfiq Wahbi, *Mutasarrif* (Gouverneur) du district, proche des nationalistes kurdes et par ailleurs président de la section locale du comité Khoyboun à Sulaimaniya⁷⁵. Ces trois éléments conduisirent à une alliance entre les secteurs «modérés», représentés par Cheikh Qadir, et les «radicaux» à la tête desquels se trouvaient les représentants de l'*effendiyya* «modernisatrice» (ex-officiers ottomans, fonctionnaires et commerçants), qui contrôlèrent ainsi le parti de Cheikh Qadir⁷⁶.

168 Ce groupe adressa un certain nombre de pétitions à Genève, durant l'été 1930, réclamant la formation d'un gouvernement kurde sous la supervision de la Société des Nations. Toutefois, l'envoi de ces pétitions fut couplé à un nouveau «répertoire d'actions collectives»⁷⁷ qui préparait ainsi le passage de l'«agitation patriotique», menée par le petit cercle d'intellectuels, à l'essor d'une «politique de masses» incluant des manifestations, des parades et des émeutes planifiées avec la participation des «classes moyennes» (petits commerçants, enseignants, fonctionnaires) et des secteurs populaires (notamment des *sersersîs* ou gangsters de quartier) de la ville⁷⁸. Moins favorable à la collaboration avec la puissance mandataire et résolument anti-arabe⁷⁹, ce mouvement de contestation urbaine qui se développa entre 1929 et 1930 marquait sur la scène politique locale la consolidation de nouvelles élites d'origine parfois modeste mais instruites⁸⁰.

⁷⁵ Après l'échec de la révolte guidée par la Ligue Khoyboun dans le nord-est de la Turquie entre 1927-1931, les antennes de ce comité pan-kurdiste basé au Levant disparurent en Irak. Cependant, Tawfiq Wahbi continua à collaborer entre 1931-1933 avec les leaders du Khoyboun, les frères Jeladet et Kamuran Bedir-khan, cette fois-ci dans le projet d'unification des dialectes sorani et kurmanji dans une seule langue kurde standard. Voir Jordi Tejel Gorgas, *Le mouvement kurde en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le Mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berne: Peter Lang, 2007, pp. 296-299.

⁷⁶ AIR 23/417. Special Service Office (Sulaimaniya) à Air Staff

Intelligence (Bagdad). Sulaimaniya, le 18 août 1930.

⁷⁷ Charles Tilly, «Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne», *Vingtième Siècle*, N° 4, 1984, pp. 89-108; Charles Tilly, «Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1934», in M. Traugott (éd.), *Repertoire and Cycles of Collective Action*, Durham/Londres: Duke University Press, 1995, p. 30.

⁷⁸ CO 730/157/6. E.C.H Alban, Administrative Inspector (Sulaimaniya) à K. Cornwallis, Adviser, Ministry of Interior (Bagdad). Sulaimaniya, le 11 septembre 1930.

⁷⁹ Selon l'historiographie officielle locale, le principal slogan scandé par les participants de la plus grande manifestation qui ait eu lieu durant le Mandat à Sulaimaniya le 6 septembre 1930 était: «Nous voulons l'autonomie, nous ne voulons pas un gouvernement arabe.» Selon diverses sources, le slogan aurait été moins «politiquement correct» indiquant une essentialisation des «frontières ethniques» entre Kurdes et Arabes: «Nous voulons l'autonomie, nous ne voulons pas ces «pédés» (hiz) d'Arabes.» Propos d'Asos Hardi, petit-fils de Hassan Hardi, participant aux émeutes du 6 septembre 1930, et d'Ako Shwani, professeur d'histoire à l'Université de Sulaimaniya, octobre 2007.

La Jézireh vécut une évolution similaire. La préparation des élections législatives de 1936 et la rédaction du traité franco-syrien de 1936 ouvrirent la Haute Jézireh aux débats partisans qui agitaient la vie politique dans le reste de la Syrie. Après une période «fondatrice» (1920-1930), les populations de la Haute Jézireh, notamment en milieu urbain, participèrent à l'émergence de la sphère publique caractérisant la Syrie moderne. Le mouvement autonomiste de la Jézireh se dota de nouveaux moyens d'expression, allant de manifestations populaires à des appels à la grève, en passant par la création de symboles identitaires⁸¹.

Étant donné que la base même du mouvement était très hétérogène (notables chrétiens, kurdes, israélites et quelques chefs arabes), le discours régionaliste de la Jézireh tenta de refléter cette pluralité afin de gagner le plus grand nombre de partisans et d'attirer les sympathies de la France. Ainsi, on créa un drapeau autonomiste qui contenait des éléments symboliques de chaque communauté. On arbora également des banderoles avec des slogans, par ailleurs communs à d'autres mouvements nationalistes du Machrek, qui faisaient appel à une adhésion civique et non pas ethnique ou religieuse à la cause autonomiste, comme par exemple: «La religion à Dieu, la patrie à tous.»⁸²

Cependant, le mouvement autonomiste de la Jézireh ne donna pas seulement lieu à des discours, mobilisations et symboles identitaires nouveaux du côté des élites. À l'instar d'autres régions du Levant, il favorisa l'émergence de nouvelles formes d'encadrement politiques et sociales, au sein d'organisations qui se fondaient sur un nouvel «esprit de corps» et préparaient le terrain à l'émergence d'une «sociabilité politique populiste»⁸³. Ainsi, les rapports français sur le mouvement autonomiste laissent apparaître l'émergence d'une nouvelle génération d'acteurs locaux, plus jeunes et plus radicalisés que leurs aînés. Une partie des «militants» était recrutée dans les milieux scolaires catholiques et chez les jeunes fonctionnaires. En outre, des jeunes appartenant aux «classes défavorisées» firent également leur entrée sur la scène publique, notamment grâce au scoutisme.

Ces nouvelles formes d'encadrement politique et social permirent d'introduire une certaine «modernité»

⁸⁰ Ce nouveau paradigme trouve son illustration en la personne de Ramzi Fattah (1890-1979). De père petit commerçant, il est scolarisé à Sulaimaniya pour rejoindre l'école militaire à Istanbul où il entre en contact avec les idées «modernisatrices» du Comité Union et Progrès. Rentré à Sulaimaniya après la fin de la Première guerre mondiale, il devient aussi commerçant et se distingue par ses qualités d'orateur. Défenseur des thèses autonomistes, il joua un rôle essentiel dans la diffusion de la radicalisation du mouvement qui déboucha sur les émeutes du 6 septembre 1930.

⁸¹ Voir Jordi Tejel Gorgas, *Le mouvement kurde...*, op. cit., pp. 89-95.

⁸² *Archives dominicaines du Saulchoir, Haute Jézireh, Dossier 45, Vol II. «Mon Journal»* par le Père Thomas Bois, juillet 1937.

⁸³ James Gelvin, «The Social Origins of Popular Nationalism in Syria: Evidence for a New Framework», *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 26, N° 4, 1994, p. 646.

politique dans la région en dépit de la taille modeste et de la fondation récente des villes jéziriotes. La Haute Jézireh connut, à l'instar d'autres régions syriennes, l'émergence de groupes paramilitaires à forte résonance fasciste: l'organisation chrétienne de l'«Insigne Blanc» (*al-Shara al-Bayda*) à Qamichli et à Hassaké en 1936, et le «Jeune kurde» (*Ciwan kurd*) à Amouda, en 1938. Ce groupe n'était pas régionaliste, mais nationaliste kurde. En outre, il se montrait moins ouvert à la collaboration avec la France et affirmait la «kurdicité» de la Jézireh, défendant une vision de la nation kurde qui combinait des éléments de l'islam et de la culture populaire, très éloignées des visions occidentalisées des membres du Khoyboun et des positions «cosmopolites» des leaders autonomistes⁸⁴. Les deux organisations de jeunesse disparurent après que le Haut Commissariat soit intervenu afin de «normaliser» la situation en Jézireh en 1939.

170

Si les nationalismes arborés par les notables et les couches populaires de Sulaimaniya et des villes de la Jézireh différaient dans les formes et le sens donné à la nation (communauté politique/communauté organique, respectivement), ils partageaient néanmoins des aspirations communes: l'autonomie politique, une administration efficace, de

⁸⁴ Keith Watenpaugh, «Steel Shirts, White Badges and the Last Qabaday: Fascism, Urban Violence and Civic Identity in Aleppo under French Rule», in N. Méouchy (éd.), *op. cit.*, pp. 325-347; Cigerxwîn, *Jînenîgariya min*, Spanga: Apec, 1995, pp. 225-226; Interview avec Youssef Hersan, ancien membre de la Ligue Khoyboun, à Amouda, mars 2007.

⁸⁵ *Archives dominicaines du Saulchoir, Haute Jézireh, Dossier 45 Vol. II*, «Le Manifeste de la Jézireh», élaboré par le Comité de défense de la Jézireh en avril 1938.

⁸⁶ Voir Jordi Tejel Gorgas, «Background, Peak and Decline of Urban Mobilization in Iraqi Kurdistan during the British Mandate: Sulaimaniya 1918-1930», *Middle Eastern Studies*, Vol. 44, N° 4, 2008, pp. 537-552.

⁸⁷ CO 730/157/6. Dépêche secrète de R. Brooke-Popham, Acting High Commissioner for Iraq (Bagdad), à Lord Passfield, Secretary of State for the Colonies (Londres), le 10 septembre 1930.

meilleures routes, des hôpitaux et davantage d'écoles⁸⁵.

Paradoxalement, alors que la Grande-Bretagne et la France avaient contribué à la consolidation de Sulaimaniya en tant que «capitale» du Kurdistan irakien et à l'urbanisation de la Jézireh, les deux puissances entravèrent l'évolution des mouvements politiques issus des milieux urbains.

Le 6 septembre 1930 éclatèrent à Sulaimaniya les émeutes urbaines les plus importantes du Kurdistan irakien de toute l'ère mandataire. L'armée irakienne tira sur une foule de manifestants opposés aux clauses du traité anglo-irakien faisant une quinzaine de victimes⁸⁶. La répression du mouvement fut approuvée tacitement, par les conseillers britanniques, comme nécessaire car «si les participants aux émeutes avaient occupé une portion de la ville durant 48 heures, tout le *liwa* de Sulaimaniya se serait déclaré en état de révolte ouverte»⁸⁷. En outre, les responsables des émeutes furent arrêtés et certains furent jugés à Bagdad. La fin des mobilisations urbaines permit à Cheikh Mahmoud de reprendre le flambeau de la «cause kurde» en 1931, déplaçant à nouveau le centre de gravité du mouvement kurde vers les zones rurales.

Dès 1938, en Jézireh, le Haut Commissariat entreprit de mettre fin au mouvement autonomiste, notamment au moyen de menaces à l'encontre des leaders chrétiens, en apportant également de grands changements dans l'organisation des Services spéciaux⁸⁸. Si la crise institutionnelle de 1939, avec la suspension de la Constitution syrienne, et l'entrée en guerre de la France retardèrent la pleine intégration de la Haute Jézireh à l'édifice étatique syrien, le « bloc kurdo-chrétien » cessa d'exister après l'intervention du Haut Commissariat. À partir de 1940, les chefs autonomistes kurdes s'engagèrent dans des activités visant cette fois-ci à l'intégration de la Haute Jézireh dans un éventuel État kurde qui, à leurs yeux, devait voir le jour après la fin de la Seconde guerre mondiale.

Conclusions

Partant d'une approche comparatiste – Sulaimaniya/Jézireh syrienne – nous avons montré que ces deux territoires de marge ont connu des évolutions similaires durant les Mandats britannique et français: la prépondérance du pouvoir militaire sur l'administration civile; la formation de centres urbains avec à leur tête des élites autonomistes; la consolidation de divers types de constructions identitaires et, enfin, le rôle joué par les puissances mandataires à la fois dans l'essor et dans l'étouffement des mouvements autonomistes (par le truchement de Bagdad en Irak/par l'État mandataire en Syrie) de ces provinces « rebelles ».

Paradoxalement l'émergence des mouvements autonomistes à Sulaimaniya et en Haute Jézireh fut la première manifestation de l'intégration « nationale » de ces régions et de leurs élites à l'Irak et à la Syrie contemporains. D'une part, nous avons suggéré que, en dépit des chronologies et des personnalités propres à chaque territoire, les provinces habitées par des « minorités » et les provinces arabes de la Syrie et de l'Irak témoignèrent d'évolutions parallèles durant la période de l'entre-deux-guerres: la survie des « liens primordiaux » (la tribu, le groupe ethnique, la communauté religieuse) et leur réinvestissement dans le champ politique dominé par le nationalisme comme « système culturel »⁸⁹, participant ainsi à l'« invention paradoxale » de la modernité politique.

À côté des notables, chefs religieux et tribaux gagnés à la « cause nationaliste », l'on vit émerger des acteurs (petits commerçants, étudiants, intelligentsia nationaliste) issus d'autres strates de la société kurde: « classe moyenne » et « subalternes ». Ce faisant, ces mouvements s'insérèrent dans le cadre de mobilisations politiques

⁸⁸ Archives dominicaines du Saulchoir, Haute Jézireh, Dossier 45, Vol. II, « Les fonctionnaires français: février-avril 1938 ».

⁸⁹ Clifford Geertz, *Le sens commun en tant que système culturel. Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris: PUF, 1986, pp. 94-118.

commun au reste du Moyen-Orient, marqué par un renouvellement des acteurs et des registres de mobilisation.

D'autre part, le conflit politique entre autonomistes et gouvernements respectifs prépara le terrain à une «irakisation» et «syrianisation» des débats politiques (pour/contre autonomie, pour/contre mandat, etc.), à Sulaimaniya et en Jézireh. Parallèlement, ces deux régions commencèrent à être intégrés, à travers la presse et les débats parlementaires, dans l'imaginaire «national» irakien et syrien. Avec l'indépendance, l'Irak et la Syrie accélérèrent l'intégration à tous les niveaux (politique, économique, etc.) de ces deux régions de marge aux édifices étatiques respectifs. Toutefois, les expériences d'autonomie à Sulaimaniya et en Haute Jézireh durant la période des mandats eurent des effets durables sur leur évolution sociopolitique; Sulaimaniya et la Haute Jézireh ont été et continuent à l'être les principaux foyers du nationalisme kurde en Irak et en Syrie. ■

172

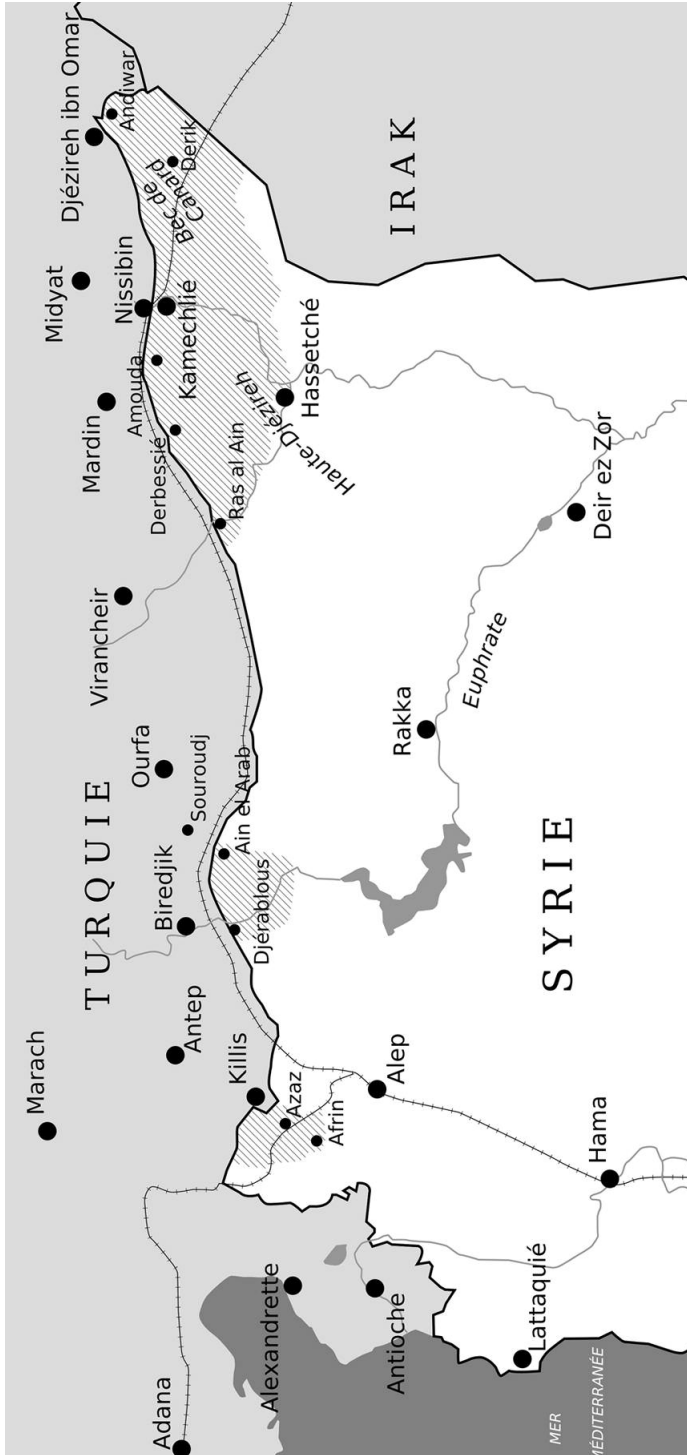
Annexes

Les zones de peuplement kurde au Moyen-Orient



Source: «Syria's Kurds. History, politics and society», Jordi Tejel.
© Jordi Tejel, Londres/New York: Routledge, 2009.

Les zones de peuplement kurde en Syrie



Source : « Le mouvement kurde en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946) », Jordâ Tejel, p. 36.
© Peter Lang, Berne, 2007.